



Assemblée générale

Distr. limitée
31 août 2012
Français
Original : anglais

**Conférence des Nations Unies chargée
d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution
du Programme d'action en vue de prévenir,
combattre et éliminer le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**

New York, 27 août-7 septembre 2012

**Projet de rapport de la Conférence des Nations Unies
chargée d'examiner les progrès accomplis
dans l'exécution du Programme d'action en vue
de prévenir, combattre et éliminer le commerce
illicite des armes légères sous tous ses aspects**

Présenté par la Présidente de la Conférence

I. Introduction

1. Dans sa résolution 65/64, l'Assemblée générale a décidé de tenir à New York, en 2012, une conférence d'une durée de deux semaines, qui serait chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, adopté à la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action.

2. Dans sa résolution 66/47, l'Assemblée a décidé que la deuxième Conférence chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action se tiendrait à New York du 27 août au 7 septembre 2012; et que le Comité préparatoire de la Conférence se réunirait à New York du 19 au 23 mars 2012. L'Assemblée a décidé en outre d'inviter les États à examiner, à la Conférence, les progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action et, sous réserve du programme de travail qui serait convenu à la réunion du Comité préparatoire, les a encouragés à étudier les moyens d'en renforcer l'exécution, y compris la possibilité de convoquer une nouvelle réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée.

3. Le Comité préparatoire a tenu sa session au Siège de l'ONU du 19 au 23 mars 2012. Son rapport figure dans le document A/CONF.192/2012/RC/1.



4. Par sa décision I, le Comité préparatoire a recommandé la candidature de M^{me} U. Joy Ogwu (Nigéria) à la présidence de la Conférence et l'a priée d'entreprendre, si nécessaire, des consultations pendant la période précédant la Conférence – y compris des consultations ouvertes à tous. La Présidente désignée a tenu par la suite une série de séances officielles de mars à août 2012 et nommé les personnes suivantes comme facilitateurs : Claire Elias (Australie), Amr Aljowaily (Égypte), Bibi Sheliza Ally (Guyana) et Tomoaki Ishigaki (Japon).

II. Questions d'organisation et travaux de la Conférence

A. Ouverture et durée de la Conférence

5. La Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects s'est tenue au Siège de l'ONU du 27 août au 7 septembre 2012. La Conférence a été ouverte le 27 août par le Vice-Secrétaire général de l'ONU. À la même réunion, U. Joy Ogwu a été élue Présidente de la Conférence. Le Président par intérim de l'Assemblée générale et le Vice-Secrétaire général ont pris la parole à la Conférence. Daniel Prins, du Bureau des affaires de désarmement, a exercé les fonctions de secrétaire général de la Conférence, au cours de ses séances plénières et officielles. La liste des participants figure dans le document A/CONF.192/2012/RC/INF/2.

B. Règlement intérieur

6. À sa 1^{re} séance, le 27 août, la Conférence a adopté son règlement intérieur (A/CONF.192/2012/RC/L.2).

C. Ordre du jour

7. À sa 1^{re} séance, le 27 août, la Conférence a adopté l'ordre du jour (A/CONF.192/2012/RC/L.1) comme suit :

1. Ouverture de la Conférence par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. Élection du Président.
3. Déclaration du Président.
4. Discours du Président de l'Assemblée générale.
5. Discours du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
6. Adoption du règlement intérieur.
7. Adoption de l'ordre du jour.
8. Organisation des travaux.
9. Élection des membres du Bureau autres que le Président.
10. Pouvoirs des représentants participant à la Conférence :

- a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
- b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
- 11. Confirmation du Secrétaire général de la Conférence.
- 12. Débat général.
- 13. Déclarations des organisations intergouvernementales.
- 14. Déclarations des organisations non gouvernementales.
- 15. Adoption des documents finals de la Conférence.
- 16. Adoption du rapport de la Conférence à l'Assemblée générale.

D. Bureau

8. Le Bureau de la Conférence a été constitué comme suit :

Présidente :

U. Joy Ogwu (Nigéria)

Vice-Présidents :

Allemagne

Brésil

Guyana

Hongrie

Indonésie

Japon

Kenya

Madagascar

Norvège

Nouvelle-Zélande

Pérou

République tchèque

Roumanie

E. Documentation

9. La liste des documents de la Conférence figure dans l'annexe au présent rapport.

III. Pouvoirs

10. Conformément à l'article 4 du règlement intérieur de la Conférence (A/CONF.217/2012//RC/L.2), d'après lequel la composition de la Commission de vérification des pouvoirs sera alignée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session, la Conférence a désigné la Chine, le Costa Rica, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, l'Italie, les Maldives, le Panama et le Sénégal pour siéger à la Commission de vérification des pouvoirs.

11. À sa ___^e séance, le ___ septembre, la Conférence a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission de vérification des pouvoirs, qui avait examiné les pouvoirs présentés par les représentants des États membres à la Conférence et les avait jugés en bonne et due forme (A/CONF.192/2012/RC/___, par. ___).

IV. Débat général

12. Au cours de ses cinq premières séances, du 27 au 29 août, la Conférence a tenu son débat général de haut niveau.

13. À sa 1^{re} séance, le 27 août, la Conférence a entendu les déclarations faites par les représentants du Guyana [au nom des États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)], de l'Union européenne, du Brésil [au nom du Marché commun du Sud (MERCOSUR)], de l'Indonésie (au nom du Mouvement des pays non alignés), de la Nouvelle-Zélande (au nom du Forum des îles du Pacifique), du Nigéria (au nom du Groupe des États d'Afrique), du Kenya, de l'Algérie, de l'Australie, de l'Italie, de l'Indonésie, du Saint-Siège et de la Turquie.

14. À sa 2^e séance, le 27 août, la Conférence a entendu les déclarations faites par les représentants des pays suivants : Lituanie, Bénin, Japon, Viet Nam, Portugal, Espagne, République de Corée, États-Unis, Pakistan, Trinité-et-Tobago, Thaïlande, Nouvelle-Zélande, Kazakhstan, Philippines, Irlande, Ukraine, Malaisie, Inde, Allemagne, Luxembourg, Venezuela (République bolivarienne du) et France.

15. À sa 3^e séance, le 28 août, la Conférence a entendu les déclarations faites par les représentants du Gabon, de la Chine, de l'Arabie saoudite (au nom du Groupe des États arabes), de la Côte d'Ivoire (au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), de la Barbade, du Botswana, de l'Iran (République islamique d'), de la Suisse, du Bangladesh, de la Namibie, de la Gambie, des Pays-Bas, de la République tchèque, d'Israël, de la Norvège, du Niger, du Mexique, de l'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie, du Mali et de Cuba.

16. À sa 4^e séance, le 28 août, la Conférence a entendu les déclarations faites par les représentants du Burkina Faso, du Sri Lanka, de Djibouti, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Fédération de Russie, de la Suède, du Nigéria, du Nicaragua, du Paraguay, de l'Argentine, du Guatemala, de la Zambie, de la République arabe syrienne et de la Jamaïque.

17. À sa 5^e séance, le 29 août, la Conférence a clos le débat général de haut niveau et entendu une déclaration faite par le représentant du Ghana.

Déclarations des organisations intergouvernementales

18. À sa 4^e séance, le 28 août, la Conférence a entendu les déclarations faites par les représentants des organisations suivantes : l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), la Ligue des États arabes, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères des Nations Unies, la Communauté d'Afrique de l'Est, l'Organisation des États américains, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes.

Déclarations des organisations non gouvernementales

19. À sa 4^e séance, le 28 août, la Conférence a entendu les déclarations faites par les représentants du Réseau international d'action contre les armes légères, des Philippines et du Mexique.

20. À sa 5^e séance, le 29 août, la Conférence a entendu des déclarations faites par les représentants du Réseau international d'action contre les armes légères, du Gabon, du Forum mondial sur l'avenir des activités de tir sportif, du Sporting Arms and Ammunition Manufacturers' Institute, de la National Firearms Association, de la Second Amendment Foundation et du Defense Small Arms Advisory Council.

**V. Examen et adoption des documents finals
de la Conférence et adoption du rapport
de la Conférence, qui sera présenté
à l'Assemblée générale**

21. La Conférence a tenu un certain nombre de séances officielles du 29 août au ____ septembre 2012, au cours desquelles elle a examiné et négocié le projet de document final.

22. À sa _^e séance, le ____ septembre, la Conférence a adopté par consensus la Déclaration et le Programme d'action de 2012, ainsi que le rapport qu'elle présentera à l'Assemblée.

Annexe

Documentation

La Conférence était saisie des documents suivants :

- a) Rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (A/CONF.192/2012/RC/1);
- b) Ordre du jour provisoire (A/CONF.192/2012/RC/L.1);
- c) Règlement intérieur provisoire de la Conférence (A/CONF.192/2012/RC/L.2);
- d) Projets de documents finals issus de la Conférence (A/CONF.192/2012/RC/L.4 et Rev.1);
- e) Liste des organisations non gouvernementales (A/CONF.192/2012/RC/INF/1);
- f) Liste des participants (A/CONF.192/2012/RC/INF/2);
- g) Document de travail présenté par l'Allemagne, l'Australie, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Soudan du Sud : coopération et assistance internationales (A/CONF.192/2012/RC/WP.1);
- h) Document de travail présentant la position du Marché commun du Sud et des États associés (A/CONF.192/2012/RC/WP.2);
- i) Projet de programme de travail indicatif (A/CONF.192/2012/RC/CRP.1);
- j) Projets de documents finals (A/CONF.192/2012/RC/CRP.2).